

3. La date de l'entrée en vigueur pour les États qui ratifient, acceptent, approuvent la Convention ou y adhèrent après la date de son entrée en vigueur se situe 30 jours après celle du dépôt d'un instrument conformément aux dispositions de l'article IV.

4. Tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion déposé après la date d'entrée en vigueur d'un amendement à la Convention conformément aux dispositions de l'article III s'applique au texte modifié de la Convention et la Convention modifiée entre en vigueur, pour un État ayant déposé un tel instrument, 30 jours après la date de son dépôt.

5. Le secrétaire général informe les États de la date d'entrée en vigueur de la Convention.

#### ARTICLE VI

##### *Dénonciation*

1. La Convention peut être dénoncée par l'une quelconque des Parties à tout moment après l'expiration d'une période de cinq ans à compter de la date à laquelle la Convention entre en vigueur pour cette Partie.

2. La dénonciation s'effectue par le dépôt d'un instrument de dénonciation auprès du Secrétaire général. Celui-ci notifie aux États toute dénonciation reçue et la date de sa réception, ainsi que la date à laquelle la dénonciation prend effet.

3. La dénonciation prend effet un an après la date à laquelle le Secrétaire général en a reçu notification, ou à l'expiration d'une période plus longue spécifiée dans l'instrument de dénonciation.

#### ARTICLE VII

##### *Dépôt et enregistrement*

1. La Convention est déposée auprès du Secrétaire général qui en adresse des copies certifiées conformes aux États.

2. Dès l'entrée en vigueur de la Convention, son texte est transmis par le Secrétaire général au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour être enregistré et publié conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.